

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasília
Juin 2026

Focus du mois

Nouveau Plan Safra : 525 Md BRL (89 Md EUR), dont 97,3 Md BRL (16,5 Md EUR) de crédits destinés à l'agriculture familiale

Le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva a lancé le Plan Safra 2026/2027. Pour l'agriculture entrepreneuriale, le programme prévoit une enveloppe record de 525,1 Md BRL (≈ 89,0 Md EUR), dont 384,9 Md BRL (≈ 65,2 Md EUR) destinés au financement et à la commercialisation de la production agricole et 140,2 Md BRL (≈ 23,8 Md EUR) consacrés aux investissements (modernisation des exploitations, innovation, irrigation, renouvellement des machines et capacités de stockage). Ce montant représente une hausse de 9 Md BRL (≈ 1,5 Md EUR) par rapport à la campagne précédente et constitue le quatrième record consécutif sous le gouvernement Lula. Malgré cette augmentation, les organisations du secteur estiment toujours cette enveloppe insuffisante, leurs demandes se situant entre 623 milliards de BRL (≈ 105,6 milliards d'EUR) et 674 Md BRL (≈ 114,2 Md EUR). Pour l'agriculture familiale, le gouvernement a annoncé une enveloppe globale de 97,3 Md BRL (≈ 16,5 Md EUR), comprenant les programmes de crédit, d'assurance agricole, d'achats publics et d'assistance technique. Sur ce total, 85,2 Md BRL (≈ 14,4 Md EUR) sont destinés au programme Pronaf, contre 78,2 Md BRL (≈

13,3 Md EUR) lors de la campagne précédente. Le nouveau Plan Safra prévoit également plusieurs mesures en faveur des femmes rurales et un élargissement des dispositifs de crédit. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Les conséquences de la guerre au Moyen-Orient

La Chambre des députés approuve l'élargissement des incitations aux exportateurs en raison de la guerre au Moyen-Orient, incluant l'agro-industrie

La Chambre des députés a approuvé le 1^{er} juin une mesure provisoire accordant jusqu'à 15 Md BRL (2,5 Md EUR) de crédits aux exportateurs, incluant l'industrie, l'agro-industrie et l'exploitation minière. Cette mesure fait partie du Plan Brésil Souverain, créé en août 2025 pour faire face aux impacts causés par des raisons géopolitiques et l'instabilité internationale, comme les tarifs douaniers imposés par le président des États-Unis Donald Trump, et élargi pour contenir les conséquences de la guerre en Iran. La mesure provisoire a été préparée par l'exécutif en mars de cette année et prévoit la mise à disposition de lignes de crédit. Le texte est soumis à l'examen du Sénat. (Article [ici](#)).

Face à la pénurie de soufre, l'industrie des engrais craint déjà des arrêts de production

L'industrie brésilienne des engrais a tiré la sonnette d'alarme quant au risque d'arrêts

de production en raison de la pénurie mondiale de soufre, matière première essentielle à la fabrication des engrais phosphatés. Le problème a commencé avant la guerre au Moyen-Orient, mais s'est aggravé avec le conflit. Selon le Syndicat national de l'industrie des matières premières pour engrais (Sinprifert), les stocks de cette matière première ont atteint des niveaux jugés « alarmants » et pourraient compromettre l'approvisionnement pour la prochaine récolte. Selon Bernardo Silva, directeur exécutif du Sinprifert, le syndicat représentant les industries du secteur alerte déjà le gouvernement fédéral sur ce sujet depuis octobre de l'année dernière, avant même le début de la guerre entre les États-Unis et l'Iran. La baisse du volume importé par le Brésil peut s'expliquer tant par une offre réduite, ce qui entraîne une concurrence pour les cargaisons disponibles, que par les prix, selon l'analyste. En effet, compte tenu du niveau actuel des cours, certains importateurs préfèrent réduire leur propre production d'engrais, ce qui diminue leur besoin d'acheter du soufre. (Article [ici](#)).

Agenda politique

Lula se rend au G7 avec les droits de douane américains en ligne de mire

Le président Luiz Inácio Lula da Silva (PT) a clôturé ce mercredi 17 juin sa dixième participation à un sommet du G7, le forum qui rassemble sept des plus grandes économies industrialisées de la planète et auquel le Brésil participe en tant qu'invité aux côtés d'autres pays en développement. Les attentes concernant la rencontre avec le président américain étaient grandes, compte tenu des tensions dans les relations dues à la possibilité de l'application de nouveaux droits de douane et du classement de groupes criminels brésiliens comme organisations terroristes. Tous deux ont déclaré s'être entretenus, mais à l'issue du sommet, lors de conférences de presse

séparées, ils ont échangé des piques, Trump affirmant que le Brésil était devenu « dangereux d'un point de vue politique » et Lula réitérant son opinion selon laquelle son homologue se comportait comme un « empereur ». (Article [ici](#)).

Le gouvernement lance une offensive via un dialogue de « haut niveau » avec l'UE pour lever le veto sur la viande

Le gouvernement brésilien a lancé une offensive politique pour tenter de lever le plus rapidement possible l'interdiction frappant le pays en tant qu'exportateur de produits d'origine animale, notamment la viande bovine, vers l'Union européenne (UE). Le président Luiz Inácio Lula da Silva (PT) a rencontré mardi 16 juin la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président du Conseil européen, António Costa, lors du sommet du G7 à Évian. Les trois dirigeants ont mis en place un mécanisme bilatéral entre le ministère des Affaires étrangères brésilien (Itamaraty) et les responsables de la Commission afin de suivre et d'accélérer les négociations techniques en cours, tant dans le domaine des produits d'origine animale que dans celui des produits sidérurgiques. Il s'agit d'un canal politique informel de suivi, et non d'une négociation formelle ni d'un engagement à lever le veto : les Européens s'engagent à réévaluer le dossier dès que le gouvernement brésilien aura complété la documentation répondant aux exigences sanitaires. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Le Brésil et l'UE créent un canal de dialogue sur la viande, mais le veto européen reste intact

Le président Luiz Inácio Lula da Silva s'est réuni mardi 16 juin avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et avec le président du Conseil européen, António Costa, lors du sommet du G7 à Évian-les-Bains, en France. La rencontre était la plus attendue du côté brésilien et s'est terminée sans décision

concrète sur la suspension des importations de viande brésilienne par l'Union européenne. Selon un communiqué publié par le Palais présidentiel (Planalto), les trois dirigeants ont défini un mécanisme bilatéral entre le ministère des Affaires étrangères (Itamaraty) et des fonctionnaires de la Commission pour suivre et accélérer les négociations techniques en cours, aussi bien dans le domaine des produits d'origine animale que dans celui des produits sidérurgiques. (Article [ici](#)).

Commerce

Le plan chinois d'autosuffisance alimentaire pourrait fragiliser l'agro-industrie brésilienne

Le secteur agroalimentaire brésilien, pilier de l'économie nationale, pourrait être confronté à un défi structurel majeur à la suite de la nouvelle stratégie chinoise visant à renforcer son autosuffisance alimentaire. Le Brésil dépend fortement du marché chinois, qui absorbe actuellement 71 % de ses exportations de soja et 54 % de ses exportations de viande bovine. Le pays fournit à lui seul plus de 60 % du soja importé par la Chine et environ 40 % de sa viande bovine importée. Considérant cette dépendance extérieure comme un risque pour sa sécurité alimentaire nationale, Pékin a engagé une stratégie destinée à réduire progressivement ses importations agricoles. Cette orientation figure parmi les priorités du 15^e Plan quinquennal chinois pour la période 2026-2030. Selon les analystes, cette politique pourrait, à moyen et long terme, modifier les flux du commerce agricole mondial et accroître la vulnérabilité du secteur exportateur brésilien, fortement concentré sur le marché chinois. (Article [ici](#)).

Les États-Unis envisagent une taxe additionnelle de 12,5 % sur les importations brésiennes à la suite d'une enquête portant sur des allégations de travail forcé

Le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a proposé, dans la soirée du mardi 2 juin, l'application d'une surtaxe douanière de 12,5 % sur certaines importations en provenance du Brésil ainsi que de 54 autres pays. Selon l'USTR, cette mesure découle d'une enquête portant sur des insuffisances dans l'interdiction et l'application des restrictions visant les biens produits par le recours au travail forcé. L'annonce a été faite à Washington et concerne également l'Union européenne ainsi que d'autres partenaires commerciaux, avec des taux variables. « Les secteurs les plus touchés seraient ceux des machines et équipements, qui présentent une forte valeur ajoutée. Cette mesure entraînerait également des conséquences importantes pour l'emploi, les revenus et l'industrie », a déclaré Marcio Elias Rosa, ministre du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services, reprenant les préoccupations exprimées par le vice-président Geraldo Alckmin. Selon le ministre, cette décision tarifaire menacerait directement 21 % de l'ensemble des exportations brésiennes à destination du marché américain. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Economie

Le ministère des Finances affronte le bloc agricole dans un litige sur la renégociation des dettes

Saluée par le bloc de l'agro-négoce comme une victoire, la proposition de renégociation des dettes des grands producteurs ruraux est l'un des points de friction du ministère des Finances au Congrès national. La proposition approuvée en commission du Sénat le 28 mai fixe des taux d'intérêt entre 3,5 % et 7,5 %, bien en dessous des taux du marché.

Le texte permet également de renégocier des dettes non bancaires, comme les créances envers les coopératives et les fournisseurs.

Le texte a été approuvé par le Sénat sans l'aval du gouvernement Lula, qui avait tenté, jusqu'à la veille, d'éviter l'inclusion du Fonds social du pré-sal (hydrocarbures) parmi les sources de financement. Le projet a finalement été approuvé le mercredi 10 juin au Sénat fédéral et célébré par les représentants du secteur. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

La renégociation des dettes accentue le retard dans les achats de matières premières

L'attente de mesures gouvernementales éventuelles de soutien aux personnes endettées a conduit de nombreux producteurs à reporter l'achat de certains intrants pour la récolte 2026/27, ce qui affecte l'activité des revendeurs et des industries. Ce facteur a accentué le retard dans l'achat d'engrais, qui se situe 10 points de pourcentage en dessous du rythme moyen d'acquisition de cet intrant ces dernières années.

La hausse des défauts de paiement dans le secteur agricole, la persistance de taux d'intérêt élevés et les retards dans l'achat d'intrants suscitent des doutes quant aux résultats de la production lors de la prochaine saison, qui pourrait subir les effets du phénomène El Niño.

Jeferson Souza, analyste de marché chez Agrinvest, a indiqué qu'au cours de la première quinzaine de juin, les producteurs de soja avaient acheté 68 % du volume d'engrais prévu pour la prochaine récolte. La moyenne des cinq dernières années pour cette période de la saison est de 75 %. Dans le cas du maïs, qui est semé après le soja, le retard dans l'achat d'engrais est encore plus marqué, atteignant 13 points de pourcentage. La principale raison de ces retards est la hausse des prix de ces intrants, affirme Bruno Fardim Christo, spécialiste des céréales et des engrais chez Veeries. (Article [ici](#)).

Hausse des prix du lait, des légumes et des haricots : les produits alimentaires pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages

Selon une étude de l'entreprise d'intelligence de données Neogrid, la hausse de 15,1 % du prix moyen des légumes au cours du mois dernier a été le principal facteur de pression sur l'inflation alimentaire au Brésil. Cette augmentation, observée dans l'ensemble des régions du pays, a contribué au renchérissement de produits essentiels du panier de consommation de base, réduisant ainsi le pouvoir d'achat des ménages. Elle a également participé à la sixième hausse mensuelle consécutive du groupe des aliments consommés à domicile, qui a représenté à lui seul près de la moitié de l'inflation officielle mesurée par l'indice national des prix à la consommation élargi (IPCA) sur la période. Selon l'étude « Brasil & Regiões do varejo alimentar », les pressions sur les prix devraient se poursuivre dans les catégories les plus sensibles aux conditions d'offre et aux aléas climatiques, notamment les légumes, les produits laitiers et les produits alimentaires de base. (Article [ici](#)).

Petrobras relance son activité dans les engrais et envisage de doubler sa capacité de production

Petrobras a signé la majorité des onze contrats nécessaires à la reprise des travaux de l'Unité de fertilisants azotés III (UFN-III), située à Três Lagoas, dans l'État du Mato Grosso do Sul, marquant une nouvelle étape dans le retour du groupe sur le marché des engrais. Les travaux de l'UFN-III avaient été interrompus à la suite de l'opération Lava Jato et le projet était officiellement en veille depuis 2015. L'usine est achevée à environ 85 %. Petrobras prévoit d'investir 1 Md USD (près de 5 Mds BRL) pour finaliser le chantier. Parallèlement, la présidente de Petrobras, Magda Chambriard, a annoncé que le groupe étudiait la possibilité de doubler la capacité de l'ensemble de ses usines

d'engrais azotés afin de réduire la dépendance du Brésil aux importations de fertilisants (Article [ici](#)).

Le plan du gouvernement prévoit de réduire les importations d'engrais de 87,3 % à 34,9 % d'ici 2050

Le gouvernement a établi une série de mesures dans le secteur minier pour tenter de réduire la dépendance chronique du pays aux importations d'engrais. Le plan vise aussi à accroître la production de minéraux critiques et à augmenter le poids économique du secteur dans l'économie. Ces mesures font partie du PNM (Plan national des mines) 2050, un document élaboré par le MME (Ministère des Mines et de l'Énergie) qui définit les orientations de la politique minérale pour les 25 prochaines années et qui devra guider les actions de l'Union. L'un des principaux objectifs prévoit la réduction de la dépendance brésilienne au phosphore et au potassium, des intrants essentiels pour les engrais, de 87,3% actuellement à 34,9% d'ici 2050. Aujourd'hui, le pays importe près de neuf tonnes sur dix de phosphore et de potassium consommées par l'agriculture. Par ailleurs, le plan national ambitionne de faire passer la participation du secteur au PIB de 3,3 % à 4,8 % en 25 ans, et de faire passer la participation brésilienne dans la production mondiale de minéraux critiques de 8,3 % à 12,2 %. Lors de la cérémonie marquant la reprise des travaux d'une usine d'engrais à Três Lagoas, dans le Mato Grosso do Sul, le président Lula a indiqué qu'il espérait que le pays parviendrait, à terme, à produire au moins 70 %, voire la totalité, des engrais dont il a besoin. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Filières

La Conab (Compagnie nationale d'approvisionnement) a revu à la hausse ses estimations de récolte et le Brésil devrait confirmer un nouveau record de production de grains

Les prévisions tablent désormais sur une récolte de 358,6 millions de tonnes, soit une augmentation de 600 000 tonnes par rapport aux estimations du précédent bulletin. Par rapport à la campagne précédente, la production enregistrerait une hausse de 1,8 %. Selon la Conab, ce résultat s'explique par l'augmentation des surfaces cultivées, estimées à 83,5 millions d'hectares, combinée à des conditions climatiques favorables, qui devraient se traduire par une bonne productivité moyenne à l'échelle nationale. Première culture agricole du pays, le soja affiche également des résultats supérieurs à ceux de l'estimation précédente. Alors que la récolte est pratiquement achevée, la production est désormais estimée à 180,3 millions de tonnes, contre 180,1 millions de tonnes dans le bulletin précédent. Par rapport à la campagne précédente, cela représente une hausse de 5,1 %, établissant ainsi un nouveau record de production. (Article [ici](#)).

Secteur de la viande : l'élevage ne pourra pas repousser indéfiniment l'abattage, et les prix devraient baisser

La stratégie des éleveurs consistant à reporter l'abattage afin de soutenir les prix de la viande a ses limites. Le marché intérieur est la principale destination de la production brésilienne, suivi par le marché chinois. Alors que le quota d'exportation vers la Chine est en passe d'être épuisé, il devrait y avoir une augmentation de l'offre sur le marché intérieur et, par conséquent, une baisse des prix. (Article [ici](#)).

Impacts sur le marché brésilien du bœuf de l'épuisement du quota d'exportation vers la Chine

A l'approche de l'épuisement du quota d'exportation de bœuf vers la Chine les abattoirs brésiliens commencent déjà à changer leur stratégie. Selon Raul Bertho, responsable de la gestion des risques chez Agrifatto, les grandes entreprises ont déjà réduit le volume destiné au marché chinois et ont commencé à rediriger la production vers le marché intérieur et vers d'autres pays acheteurs. Selon l'expert, les données officielles publiées le 20 juin montrent que le Brésil a déjà utilisé 65,4 % du quota d'exportation destiné à la Chine. Compte tenu des quelque 140 000 tonnes encore en transit vers le pays asiatique, le remplissage atteint environ 78 %. Le Brésil devrait ainsi remplir plus de 98 % du quota d'exportation de bœuf pour la Chine d'ici fin juillet. La principale préoccupation des analystes et des entreprises de transformation de viande réside dans l'absence de débouchés alternatifs. À l'heure actuelle, aucun autre marché international ne dispose d'une taille et d'une demande suffisantes pour remplacer ou absorber le volume demandé par la Chine. Le système de quotas chinois a été mis en place en janvier 2026 dans le but de protéger les producteurs nationaux, touchés par la chute des prix intérieurs due à une offre excédentaire et au ralentissement économique. Cette mesure de sauvegarde devrait durer trois ans (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Agriculture et environnement

Le gouvernement dévoile des mesures destinées à renforcer la protection de l'environnement et préserver les forêts

Le président Luiz Inácio Lula da Silva a annoncé le mercredi 10 juin, au Palais du Planalto, à Brasília, un ensemble d'initiatives pour la préservation et la protection des biomes brésiliens et pour faire face aux

impacts du changement climatique. Cette cérémonie s'inscrit dans le prolongement de la Journée mondiale de l'environnement, célébrée le 5 juin. Parmi les mesures, le président de la République a signé un décret créant de nouvelles unités de conservation et agrandissant les anciennes zones protégées; il a sanctionné la loi de politique nationale pour la reconquête de la Caatinga ; et a signé le décret qui simplifie et rationalise les transferts du Fonds national pour l'environnement aux États et municipalités, dans le but de prévenir et de combattre les feux de forêt. (Article [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

La Chine reconnaît le Brésil comme exempt de fièvre aphteuse et lève les restrictions sanitaires

L'administration douanière chinoise a annoncé la levée des restrictions liées à la fièvre aphteuse qui s'appliquaient au nord du Brésil et reconnaît désormais l'ensemble du territoire brésilien comme exempt de cette maladie, selon un communiqué officiel publié le mardi 2 juin. Le Brésil a destiné plus de la moitié de ses exportations de viande bovine à la Chine l'année dernière. Premier importateur mondial de viande bovine, la Chine a acheté près de 3 Mds USD de viande brésilienne au cours du premier trimestre de cette année, selon les données commerciales chinoises. Dans une déclaration conjointe, les ministères en charge de l'agriculture (MAPA) et des affaires étrangères (MRE) ont souligné que cette décision devrait élargir les opportunités d'exportation vers le marché chinois pour les produits bovins et porcins, y compris les abats ainsi que la viande avec os. (Article [ici](#)).

L'Union européenne officialise l'interdiction des importations de viande brésilienne à partir de septembre : une interdiction qui aurait pu être évitée, l'UE n'ayant pas fermé ses portes du jour au lendemain

L'UE a publié, le vendredi 5 juin, un document officialisant sa décision de retirer le Brésil de la liste des pays respectant les règles communautaires relatives à l'utilisation des antimicrobiens dans l'élevage. En conséquence, le Brésil ne pourra plus exporter de viande vers l'UE à compter du 3 septembre de cette année. Dans la liste publiée en 2024, le pays figurait parmi les exportateurs autorisés de viande bovine, de volaille et de cheval, ainsi que de boyaux, de poissons et de miel. Il a désormais été retiré de la liste pour l'ensemble de ces produits. Les autres pays du Mercosul demeurent autorisés à exporter vers le marché européen. Selon le document publié vendredi, le Brésil a été exclu de cette liste faute d'avoir transmis à la Commission européenne les informations nécessaires permettant de démontrer que sa production est conforme aux exigences européennes concernant l'utilisation des antimicrobiens dans l'élevage. Olof Gill, porte-parole de l'Union européenne, a affirmé que le secteur a les connaissances et la capacité de s'adapter aux restrictions à l'importation. Le représentant du bloc ajoute que ce différend ne devrait pas affecter la mise en œuvre de l'accord avec le Mercosur. L'Union européenne avait averti le Brésil de la possibilité de vetos à l'importation de viande et de soja, mais le pays et le secteur agricole n'ont pas effectué les changements nécessaires pour s'adapter aux exigences, alors même qu'ils en avaient la capacité de le faire. Les documents officiels montrent que les exigences relatives à l'utilisation des antimicrobiens étaient connues depuis des années et que les principaux concurrents du Brésil en Amérique du Sud ont pris des mesures pour se conformer au nouveau cadre réglementaire européen. Alors que

l'Uruguay, l'Argentine et le Paraguay ont conservé leur agrément, le Brésil a vu son autorisation retirée. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Un nouveau système de traçabilité entre en vigueur à partir du 1er juillet

Selon la presse, à partir de mercredi 1^{er} juillet, le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MAPA) mettra en place un nouveau système de traçabilité et d'inspection sur « l'utilisation d'antimicrobiens » dans la production animale.

Le système a pour but de suivre l'ensemble du cycle de vie des animaux conformément aux exigences de l'Union européenne, qui a rejeté les demandes de transition et d'alternatives présentées par le gouvernement, notamment pour la production de viande bovine.

Le 1^{er} juin, le gouvernement aurait adopté un protocole de certification pour le bétail exempt d'usage de médicaments antimicrobiens, avec des règles spécifiques et une adhésion volontaire. Le protocole, qui n'est pas public, décrit les critères de gestion des animaux n'ayant jamais reçu d'antimicrobiens, garantissant la traçabilité du processus et le respect du protocole. (Article [ici](#)).

Image du mois :

La Seleção de l'agro-négoce brésilien se voit elle aussi championne du monde



Source : LinkedIn Luis Rua / MAPA + IA